

# Au Canada, la frontière américaine prise d'assaut

Les arrivées de migrants hors des postes-frontières s'accroissent depuis le décret anti-immigration de Trump

15/1/17

MONTRÉAL - correspondance

**A** lors que le président américain, Donald Trump, recevait, lundi 13 février à Washington, le premier ministre canadien, Justin Trudeau, le Canada fait face à un afflux sans précédent d'immigrants clandestins.

Durant le week-end, une soixantaine d'entre eux ont encore franchi la frontière américaine, à pied, hors des postes douaniers de deux provinces – le Manitoba, dans l'ouest du pays, et le Québec dans l'est – craignant d'être renvoyés dans leur pays d'origine s'ils restaient aux États-Unis. Ils ont aussitôt revendiqué le statut de réfugié.

L'Agence des services frontaliers du Canada a relevé 42 cas au Québec et 21 au Manitoba samedi et dimanche. Sans être nouvelle, cette vague migratoire prend de l'ampleur depuis un an et s'accroît depuis l'annonce, fin janvier, du décret américain interdisant temporairement l'entrée aux États-Unis des ressortissants de sept pays à majorité musulmane et des réfugiés.

Même si son application est suspendue, des migrants en situation irrégulière continuent d'affluer au Canada, empruntant des chemins ou traversant des champs enneigés.

## « Migration bien organisée »

Le sujet n'a pas été évoqué publiquement lundi par Donald Trump et Justin Trudeau, mais le

président américain a tout de même insisté, en conférence de presse, sur la nécessité pour les deux pays d'avoir « une frontière sécuritaire et une migration bien organisée ». Interrogé sur le degré de sécurité de la « frontière du nord » des États-Unis, M. Trump n'a pas semblé y voir de problèmes majeurs, tandis que le premier ministre canadien insistait sur l'importance de lier sécurité et immigration. Il est possible, a-t-il dit, de mener une politique d'ouverture en matière d'immigration et d'accueil de réfugiés « sans compromettre la sécurité ».

A l'annonce du décret du président américain, M. Trudeau insistait déjà sur le fait que le Canada resterait ouvert « à ceux qui fuient la persécution, la terreur et la guerre ». Le 8 février, il avait tempore, se disant « très préoccupé » par cette vague d'entrées illégales. Le Canada, ajoutait-il, doit « s'assurer de la protection de l'intégrité de ses frontières et de la solidité de son système d'immigration et d'accueil de réfugiés ».

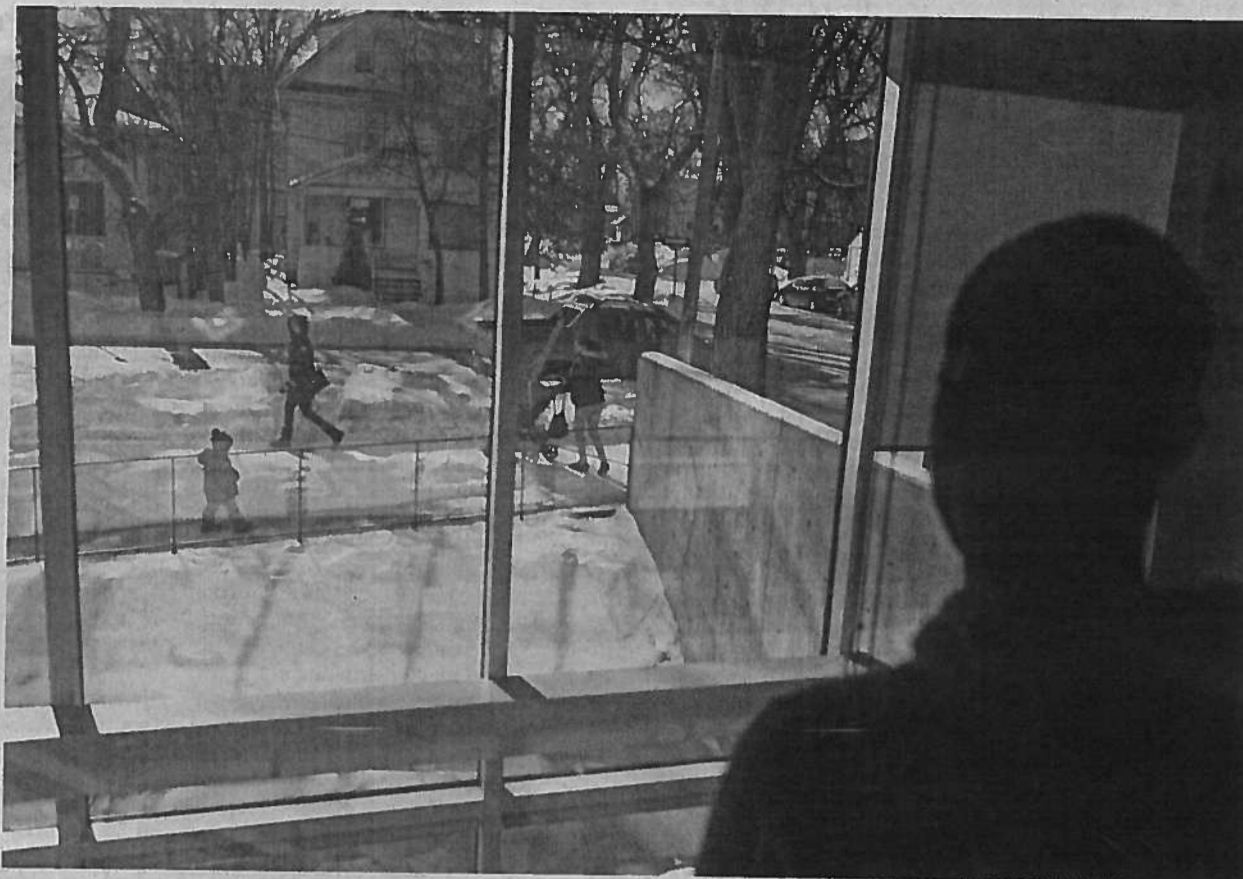
## Risques de débordement

Les risques de débordement sont réels, alors que de plus en plus de migrants aux États-Unis voient le Canada comme une terre promise, n'hésitant pas à braver un froid glacial pour l'atteindre.

Le 10 février, cinq personnes, dont un enfant, ont été appréhendées par la police près d'Hemmingford, au Québec, a rapporté le quotidien *La Presse*. Ils marchaient sur un chemin fron-

**Un réfugié originaire de Djibouti, dans les locaux du Conseil d'aide à l'établissement des immigrants au Manitoba, le 9 février.**

JULIEN BESSET/APP



talier avec de grosses valises éti-quetées au Qatar.

Presque chaque jour, des groupes traversent ainsi la frontière sans se cacher de la police, puis réclament le statut de réfugié. Ils évitent les postes douaniers où ils seraient refoulés, en vertu de l'entente sur les pays tiers sûrs qui lie le Canada aux États-Unis et impose aux demandeurs d'asile de le faire dans leur premier pays d'accueil. L'Agence des services frontaliers du Canada a intercepté 823 personnes entrées ainsi au Québec entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 novembre 2016, un chiffre qui a quadruplé en trois ans.

A l'autre bout du pays, le Manitoba connaît le même phénomène. Collée au Dakota du Nord et au Minnesota, la province des prairies a accueilli plus 400 demandeurs d'asile illégaux depuis un an, contre 68 en 2015. Début février, 22 migrants, presque tous d'origine somalienne et en situation irrégulière aux États-Unis,

avaient gagné le Canada à pied, en pleine tempête de neige et par -20 °C. Après cinq heures de marche, ils avaient trouvé refuge dans le petit village d'Emerson.

Ce n'est pas la première fois, a indiqué le député local, Cliff Graydon, précisant qu'il n'en arrivait jusque-là que deux ou trois à la fois. Ghanéens et Somaliens constituent le contingent le plus important.

Un douanier du Minnesota a expliqué sur la chaîne canadienne CBC que ces migrants utilisaient les services de « passeurs caritatifs ». Ils empruntent l'autoroute jusqu'à un poste-frontière abandonné et passent discrètement au Canada. Au Dakota du Nord, d'autres se rendent en autobus à Grand Forks, puis en taxi jusqu'à la frontière, d'où ils marchent de nuit à travers champs.

C'est ce qu'a fait Seidu Mohamed, 24 ans, d'origine ghanéenne. Il a quitté son pays en 2015 pour l'Équateur, craignant pour sa vie

## La Maison Blanche veut « ajuster » les relations commerciales avec Ottawa

Le président américain, Donald Trump, a appelé, lundi 13 février, à un « ajustement » des relations commerciales avec le Canada, promettant également de construire de nouveaux « ports » économiques entre les deux pays. « Nous entretenons des relations commerciales exceptionnelles avec le Canada. Nous allons les ajuster. Nous ferons certaines choses qui bénéficieront à nos deux pays », a déclaré M. Trump lors d'une conférence de presse conjointe à la Maison Blanche avec le premier ministre canadien, Justin Trudeau.

en raison de sa bisexualité, puis a traversé l'Amérique centrale pour arriver en Californie. S'étant vu refuser le statut de réfugié, il s'est rendu à Minneapolis, puis en bus à Grand Forks avec un autre Ghanéen et, enfin, en taxi.

Après trois heures de marche dans la neige côté américain, le 24 décembre 2016, puis encore davantage côté canadien, ils ont été secourus par un chauffeur. « Le médecin nous a dit qu'une heure de plus et nous serions morts », a-t-il raconté à CBC. Il a subi de gra-

ves engelures aux bras et aux mains. Mais, selon lui, une amputation de doigts « est un bien petit prix à payer pour avoir la chance d'une vie meilleure ».

En 2016, plus de 7 000 demandeurs d'asile sont entrés au Canada via un poste-frontière avec les États-Unis, une hausse de 63 % par rapport à 2015. Plus de 2 000 autres (selon des chiffres officiels) l'ont fait de façon illégale, quelque part sur la frontière de 8 891 kilomètres qui sépare les deux pays. ■

ANNE PÉLOUS

